

# JOURNAL PARLÉ

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

*Mercredi 24 juin 2009*

« A l'aurore de l'été : l'Europe à tâtons  
dans un monde sens dessus dessous »

**par Jean-Pierre GOUZY**

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris  
Président d'honneur de l'Association  
des Journalistes Européens

Notre monde dont l'Europe n'est qu'une des composantes fragmentées en Etats Nations, - héritage d'une longue histoire – et ce malgré l'existence relativement nouvelle de l'Union européenne doit faire face à de grandes dérégulations qui, aujourd'hui, ne s'excluent pas mais se cumulent. Je pense essentiellement à la dérégulation environnementale avec les conséquences planétaires du réchauffement terrestre, à laquelle sera consacré le rendez-vous mondial de Copenhague, cet automne, et à la dérégulation économique engendrée par les excès du capitalisme financier, illustrés par la crise des subprimes. Crise qui a valeur d'avertissement, puisque partie des Etats-Unis, elle concerne peu ou prou la quasi-totalité de nos continents. Ces grandes dérégulations sont engendrées par un autre phénomène : la globalisation entrée dans l'ère numérique.

« *L'Homo numericus* » est l'héritier depuis les premières années de ce siècle de « *l'homo economicus* » qui s'est révélé à lui-même au cours de la révolution industrielle. La transformation est certes progressive, depuis la machine à vapeur, mais elle est difficilement récusable et à la différence de ce qui s'est passé durant des millénaires depuis *l'homo habilis* qui conçut les premiers outils et *l'homo erectus* qui maîtrisa le feu, le changement de la condition humaine avec ses capacités mais aussi ses limites d'adaptation devient de plus en plus rapide.

De nos jours, *l'ado techno sapiens* (entre 16 et 20 ans), dans les sociétés développées de plus en plus talonnées par la jeunesse des sociétés dites « émergentes », passerait en moyenne 4h17 devant les écrans d'ordinateurs, de mobiles, de télévision. Selon THS media Intelligence, 41 % des jeunes générations seraient désormais au moins un blog. Aux Etats-Unis, plus de 35 % des jeunes de moins de 17 ans utiliseraient Internet. Les voici élevés de plus en plus nombreux avec une souris dans la main tandis que les liens sociaux passent de plus en plus par le Web. En France, selon l'Observatoire Internet de Médiamétrie, ils seraient 29 millions de plus de 18 ans à être connectés sur le Web contre 3 millions en 1999.

L'aventure numérique, pour le meilleur et pour le pire, est fascinante... L'histoire du jeune trader, Jérôme Kerviel, accusé d'avoir fait perdre à la Société Générale des sommes fabuleuses est encore dans toutes les mémoires. Les pertes de contrôle engendrées par les marchés dérivés qui viennent virtuellement pondre des produits dits « toxiques » dans les gîtes bancaires en apparence les plus honorables nous ont récemment interrogés, pour peu que nous cherchions à mieux comprendre les mécanismes et les rouages de systèmes où un simple « clic » peut produire des effets en cascade. Nous avons notamment observé ce phénomène dans une société américaine où la frénésie de consommation a boosté la dépendance du crédit du haut en bas de l'échelle sociale et inversement.

Un récent et excellent numéro de la revue « Esprit », daté de mars-avril 2009, montre comment « le Web bouscule la presse traditionnelle » : comment Internet « épouse l'ensemble des activités quotidiennes », y compris dans la vie privée et, d'une certaine façon, conditionne nos réflexes. Pour le meilleur et pour le pire, encore une fois, Internet est prêt à jouer avec nous, à partir du moment où « le monde est devenu un monde à décrypter ». Nous sommes entrés, nous dit l'un des auteurs, dans une « économie d'abondance informationnelle ». Nous éprouvons une sorte « d'ivresse » en surgissant « dans l'étendue numérique du cyberspace ». Nos enthousiasmes n'engendrent plus le « super », mais le « cyber ». Or, il y a de tout dans le « cyber » : les cybercafés qui font vieux jeu ; la « cyberarnaque » (vol d'identité bancaire par exemple), la « cybercensure » et les « cyberperquisitions » dans les états totalitaires comme la Chine, mais aussi les

services de renseignement ou de police dans nos démocraties pour viser *a contrario* le terrorisme et la grande criminalité.

Bref, nous vivons dans un univers de plus en plus fluide, où chacun d'entre nous devient potentiellement susceptible « d'entrer par effraction dans les ordinateurs les plus protégés ». Le législateur freine à suivre le cybermouvement du temps, tandis que la radio numérique fait son apparition et que toute invention, à peine commercialisée, est très vite frappée d'obsolescence par ses concurrents. Internet est sur les portables. Les écrans tactiles nous séduisent. Nos mobiles sont de plus en plus intelligents. La diffusion des GPS se généralise. Les moteurs de recherche regorgent d'information. Google, Facebook et les autres sont devenus les « cyberdictionnaires » du monde en devenir.

Pour un oui ou pour un non, nous pouvons « surfer » sur Internet. Provisoirement, Iphone est devenu le roi du Web. On se l'arrache, en attendant qu'à son tour, il soit détrôné.

Tout tourne de plus en plus vite grâce à Internet. En France, le 10 juin, une empoignade a surgi après la censure par le Conseil constitutionnel d'une loi antipiratage visant à protéger les droits d'auteur. En Suède, à l'occasion des élections européennes, ceux qui s'opposent à toute « législation répressive » pour l'usage du Net, sont devenus la troisième force politique du pays derrière les Sociaux-démocrates et les Conservateurs. Ils n'ont pas craint de se baptiser eux-mêmes le « parti des pirates » et ils ont obtenu un représentant au Parlement européen.

En Estonie voisine, les citoyens ont voté sur Internet lors des récentes élections européennes. C'est un petit pays où, il est vrai, 98 % des opérations bancaires se font désormais via Internet et 92 % des contribuables remplissent leurs déclarations en ligne. Le Conseil des ministres lui-même délibère sur des ordinateurs.

Si nous n'ignorons rien de la vague impressionnante de protestation qui, à travers le cas Ahmadinejad, vise en fait le régime des ayatollahs, nous le devons pour l'essentiel à la diffusion des nouvelles technologies de communication, notamment dans les jeunes générations, qu'elles fréquentent le bazar ou l'Université, malgré le blocage des textes, le filtrage des sites Web. La répression a pu être filmée, photographiée, diffusée grâce à des dizaines de milliers de portables surgis à bout de bras. Le spectacle prend toute sa dimension quand on sait que 70 % de la population iranienne est âgée de moins de 30 ans

## **LA CRISE MONDIALE**

Comment l'appréhender à l'aurore de l'été ?

Au point de départ, il ne s'agissait que d'une bulle immobilière due à l'émission excessive de créances hypothécaires douteuses aux Etats-Unis, mais on a vite perçu que la présence dans les bilans des banques mondialisées de produits qualifiés de « toxiques » provoquait des effets négatifs en chaîne. C'est ainsi que la crise immobilière américaine s'est transformée en accès de fièvre, successivement de nature bancaire, puis financière, puis économique, puis sociale avec des contractions d'emplois répétitives.

Le commerce international s'est lui-même effondré de 40 % au cours du seul quatrième trimestre 2008 qui s'est avéré désastreux. L'économie de l'ensemble des pays développés a montré une étonnante absence de résilience. Mieux encore, la mondialisation est apparue pour ce qu'elle est : un accélérateur potentiel de crises en germes. Dès lors, qu'on ne les maîtrise plus, leurs effets pervers ne manquent pas de se faire sentir avec une force d'entraînement susceptible de devenir redoutable.

Selon le FMI qui ne cesse de réviser ses prévisions, comme si l'accélération des pulsions économiques le prenait au dépourvu, le produit brut mondial au deuxième trimestre de l'année en cours serait en baisse globalement de 1,3 % (alors qu'il était encore positif à hauteur de 3,2 % en 2008).

Cette année, la seule grande économie occidentale qui ne serait pas dans le rouge, pourrait être celle de l'Australie. Dans les pays émergents, la Chine devrait, *a contrario*, pouvoir encore compter sur 6,5 % de croissance. Dans les pays industriels, l'économie de la Zone euro chuterait d'environ quatre points ; celle du Japon de six points ; celle de la Russie, d'un niveau comparable.

Selon la Banque centrale européenne, l'activité de la Zone euro serait encore légèrement négative (- 0,3 % en moyenne) au début de 2010. Selon l'INSEE, confirmant au passage un reflux du PIB français de l'ordre de 3 % en 2009 très au-delà des prévisions gouvernementales, l'économie française verrait encore sa croissance décroître légèrement au troisième trimestre 2009, mais se stabiliserait au quatrième. Hors Zone euro, le Royaume-Uni connaîtrait son plus fort recul de croissance depuis 1945 avec un score négatif de 4 points. Dans la Zone euro, l'Allemagne puissance exportatrice freinée par le fléchissement commercial international perdrait au moins 5 points de croissance.

Les Etats-Unis, pour leur part, limiteraient les dégâts et feraient légèrement mieux que les Européens. Leur croissance ne diminuerait en effet que de 2,9 points, mais une telle précision reste sujette à caution, d'autant que la Réserve fédérale envisageait encore un taux de 2 % en mai dernier. D'une manière générale, selon le chœur des prévisionnistes, la croissance négative laisserait progressivement place à une croissance zéro, voire légèrement positive selon les pays, fin 2009, pour s'affirmer progressivement au cours des premiers mois de l'année prochaine.

Les interventions publiques massives auxquelles nos Etats ont été amenés à consentir pour éviter que la crise ne se transforme en débâcle, ont alourdi fortement la dette publique. Celle-ci ne devrait pas dépasser 60 % du PIB, selon les normes que nous nous sommes imposées à nous-mêmes en créant la Zone euro. Elle atteignait 69,3 % en 2008 et flirterait aujourd'hui en moyenne avec les 77 %. Par ailleurs, le rapport entre le déficit public et le PIB ne devrait pas, selon le traité de Maastricht, dépasser 3 % sauf circonstances exceptionnelles. Il dépasserait en réalité 5,3 % dans ladite Zone euro et se situerait entre 7 et 7,5 % en France (record historique). Aux Etats-Unis, il devrait atteindre 12,9 points tandis que l'encours de la dette publique américaine se serait envolé de 7 500 milliards de dollars entre le 17 juin 2008 et 11 400 milliards le même jour de l'année 2009. L'ampleur de la dette américaine et les incertitudes du dollar sont, à l'évidence, des facteurs majeurs d'inquiétude.

Lors du deuxième trimestre 2009, les entreprises industrielles ont parfois été durement affectées par la crise tant en Europe qu'aux Etats-Unis, provoquant une augmentation

régulière du taux de chômage. Celui-ci atteindrait près de 10 % de la population active dans la Zone euro, fin 2009, pour dépasser les 11 % en 2010. Aux Etats-Unis, il devrait dépasser les 10 %.

En avril 2009, 20 millions 825 000 personnes étaient au chômage dans l'Union européenne, dans la Zone euro 14 millions 579 000 et 13 millions 700 000 aux Etats-Unis.

Quelles que soient les variations entre les estimations présentées, celles-ci traduisent la dureté des temps que nous traversons, frappant maintenant de manière privilégiée les entreprises après avoir ébranlé le secteur bancaire. La Banque centrale européenne a fait récemment connaître avec précision le montant de l'ardoise dans la Zone euro : 649 milliards de dollars de dépréciation d'actifs.

Aux Etats-Unis, le gouvernement a publié des « stress tests » qui permettent d'ordonner à dix grandes banques de lever 74,6 milliards de fonds propres pour assurer leur situation et ce d'ici le 9 novembre, à la suite d'analyses approfondies des bilans. La seule Bank of America participera à cette opération d'assainissement pour 33,9 milliards de dollars. Imaginez-vous quelque chose de comparable en Europe ? Il est vrai que les chiffres américains donnent parfois le vertige : ainsi lorsque l'on apprend que les pertes des banques américaines depuis le troisième trimestre 2007 jusqu'à début mai 2009 ont culminé un peu au-dessus de 925 milliards de dollars. Désormais, une dizaine de grands établissements bancaires sont, par contre, autorisés à rembourser le Trésor fédéral à hauteur de 68 milliards de dollars. Parmi ceux-ci, JP Morgan Chase, Goldman Sachs, Morgan Stanley, mondialement connus.

Dans le domaine entrepreneurial, beaucoup ont été parallèlement frappés de stupeur en apprenant que General Motors venait de déposer son bilan le 10 juin dernier, après une suite d'exercices civils déficitaires, mais surtout du fait d'un endettement impressionnant : 173 milliards de dollars. Pour sauver l'entreprise mythique qui emploie directement 273 000 salariés, mais contribue à la rétribution directement ou indirectement d'à peu près 3 millions de personnes, le Trésor américain a pris une participation de 60 % dans le capital de la firme, en échange d'une aide publique de 30 milliards de dollars, portant ainsi à une cinquantaine de milliards de dollars les fonds publics mis à la disposition du constructeur. Le Canada et surtout l'état de l'Ontario ont apporté une dizaine de milliards de dollars en échange de 12,5 % du capital, les autres créanciers, dont le syndicat United Auto Workers intervenant pour le solde.

GM survivra en se concentrant sur quatre marques : Chevrolet, GMC, Buick, Cadillac. Ce qui était bon pour l'Amérique, le restera pour General Motors, à ce prix . Les autres bijoux de la famille (Opel, Hummer, Saturn) auraient trouvé des repreneurs malgré les difficultés de la conjoncture. La marque SAAB pourrait échoir à un constructeur suédois de voitures grand sport. Mais General Motors peut se consoler : son principal concurrent, le Japonais Toyota, s'en est certes tiré mais avec une perte de 13,3 milliards d'euros.

Enfin, également sous perfusion financière de l'Etat américain, l'entreprise Chrysler a été autorisée à lancer la vente de la quasi-totalité de ses actifs à un groupe emmené par Fiat.

Si les prévisionnistes s'accordent généralement pour décréter que « le pire de la récession est derrière nous », les incrédules murmurent encore « Are we at the bottom ? »

(sommes-nous au plus bas ?) et il se trouve au moins un esprit chagrin, le chef économiste de la Banque européenne de reconstruction et développement, Erik Berglöv, pour estimer que le pire est « encore à venir » en Europe, en raison d'une défiance persistante à l'égard du système bancaire.

A ce propos, l'Union européenne a fini par demander à la Commission de préparer un cadre législatif destiné à renforcer la surveillance du système financier « au plus tard à l'automne ». Le projet prévoit l'institution d'Autorités européennes des acteurs et des marchés, l'une pour alerter, l'autre pour assurer le suivi quotidien, mais le Conseil européen s'est heurté aux réticences, pour ne pas dire à l'opposition du Premier ministre britannique, Gordon Brown, qui ne veut pas laisser aux Conservateurs le privilège de défendre les intérêts de la City de Londres.

L'important, en tout cas, dans un tel contexte, est de nous tourner vers l'avenir en tenant compte de divers paramètres :

- l'endettement croissant des Etats,
- l'installation d'un taux de chômage élevé au cours des prochains trimestres du fait des difficultés des entreprises,
- la perspective d'une croissance molle probable en 2010.

En même temps, nous devons concentrer nos réflexions sur la nécessité de prévoir une « réindustrialisation basée sur l'économie de la connaissance » dans l'ensemble de l'Union européenne. Vaste sujet, on en conviendra, compte tenu des réalités disparates qu'incarnent nos sociétés d'Etats souverains dans le contexte de la globalisation, le même raisonnement valant d'ailleurs quand il s'agit de doter l'Union européenne d'un corpus de règles solides de supervision de marchés pour prévenir leurs tendances rémanentes à ce que l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Alain Greenspan, qualifiait avec gentillesse de tendance « à l'exubérance irrationnelle »

## **OBAMA ET L'ISLAM**

Sur le plan politique, nous privilégierons aujourd'hui un sujet : les conséquences de l'arrivée à la Maison Blanche de Barack Hussein Obama, pour l'évolution du monde oriental. Son administration et ses premières initiatives confirment un changement de cap majeur de la diplomatie américaine.

- Dès le 16 avril, George Mitchell, émissaire spécial du président dont, par ailleurs, il est l'homme de confiance s'est rendu à Jérusalem, pour signifier à ses interlocuteurs israéliens ce qui était déjà une évidence pour tous les observateurs de politique internationale : « les Etats-Unis soutiennent l'idée de deux Etats avec un Etat palestinien vivant en paix aux côtés d'Israël ». Son interlocuteur, Avidgor Lieberman, ministre des Affaires étrangères du gouvernement israélien de Benyamin Netanyahou, en place depuis le 31 mars 2009, est le leader du parti ultranationaliste « Israël Beitenou ». Il appartient à un gouvernement qui, à l'exception sans doute du travailliste Ehoud Barak (ministre de la Défense), est hostile à la poursuite du processus de paix annoncé depuis l'accord d'Oslo de 1993 pour aboutir à la conférence d'Annapolis fin 2007, et dont les conclusions ont été

entérinées par les Nations Unies, celles-ci engageant officiellement les Etats-Unis à soutenir « la création d'un Etat palestinien ». De plus, l'actuel président américain a insisté à diverses reprises sur la nécessité de mettre un terme au processus de colonisation de la Cisjordanie.

Lorsque Benyamin Netanyahu, premier ministre israélien, est reçu par le président Obama à Washington le 18 mai, il lui est clairement demandé de stopper la colonisation, d'arrêter le blocus de la bande de Gaza, afin de permettre la reconstruction et le développement d'efforts humanitaires dans le territoire, etc...

Finalement, Barack Obama a achevé de mettre les points sur les i en ce qui concerne les nouvelles priorités américaines, à l'occasion d'un discours prononcé à l'intention du monde musulman à l'Université du Caire.

Qu'a dit le président Obama le 4 juin après un bref « Salam Aleikoum » en guise d'entrée en matière ?

Le discours est très flatteur pour l'Islam. Il s'agit, annonce-t-il, de combattre les stéréotypes négatifs de celui-ci où qu'ils se manifestent. Après avoir rappelé qu'il est « chrétien », il souligne que son père « était issu d'une famille kenyane qui compte des générations de musulmans ». Il mentionne le fait qu'étant « enfant, il a passé plusieurs années en Indonésie où il a entendu l'appel à la prière à l'aube et au crépuscule ». « Fêré d'histoire », il déclare « savoir que l'Islam a de tout temps fait partie de l'Amérique ». C'est pourquoi, souligne-t-il l'Islam n'est pas et ne sera jamais en guerre contre l'Amérique. En revanche, « nous affronterons inlassablement les extrémismes violents qui font peser une menace sur notre sécurité ». Il cite le cas des extrémistes d'Afghanistan et « maintenant » du Pakistan.

Après avoir, par ailleurs, qualifié de « relations immuables » les liens qui unissent l'Amérique et Israël, il qualifie « d'intolérable » la situation du peuple palestinien et dénonce « les humiliations de l'occupation ». La seule solution consiste donc, selon lui, « à répondre aux aspirations des uns et des autres en créant deux Etats où Israéliens et Palestiniens vivront chacun dans la paix et la sécurité. C'est dans l'intérêt de la Palestine, dans l'intérêt de l'Amérique, dans l'intérêt du monde ». Donc « Hamas doit mettre fin à la violence, reconnaître les accords passés et le droit à l'existence d'Israël ne peut être nié, il en est de même pour la Palestine ». « Dans cet esprit, les Etats-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation des colonies israéliennes (...), le moment est venu que ces colonies cessent ».

Pour répondre à Barack Obama, Benyamin Netanyahu a lui aussi choisi un cadre universitaire. Celui de l'Université Bar-Ilan, se déclarant prêt à accepter un Etat palestinien démilitarisé et à condition qu'auparavant les Palestiniens reconnaissent Israël en tant qu'Etat du peuple juif. Mais l'homme d'Etat hébreu rejette par avance « le droit au retour » pour les réfugiés palestiniens, tandis que Jérusalem « doit rester la capitale unie d'Israël ». Il n'évoque pas la question des « colonies sauvages ». S'il consent à l'arrêt des « expropriations de nouvelles terres » ceux qu'il appelle des « Sionistes pionniers » doivent « pouvoir mener une vie normale donc poursuivre les constructions nécessaires. De plus, il appartient à « l'Autorité palestinienne de rétablir la loi à Gaza ».

Comme vous le voyez, le fossé est réel entre les deux hommes et l'on voit mal comment, dans un délai prévisible, il pourrait être comblé. Il est difficilement question pour Israël de revenir en 2009 à l'Israël de 1967, d'autant que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne est un interlocuteur affaibli dont le mandat s'est terminé depuis janvier dernier, en l'attente d'élections à haut risque.

La Palestine vit sous perfusion de l'aide internationale. Le Hamas n'entend toujours apparemment pas faire de concessions qui permettraient de débloquer la situation. L'abcès israélo-palestinien est donc plus vif que jamais, même si le terrorisme a nettement diminué d'intensité et si les tirs de roquettes ont cessé à Gaza.

De plus, les récents événements d'Iran viennent encore de contrarier les efforts pacifiques du président Américain. Le personnage inquiétant d'Ahmanidejad facilite la tâche de ceux qui, en Israël, refusent de s'engager dans le moindre processus de concessions.

Et l'Union européenne, dans ce capharnaüm, que dit-elle ?

Le Conseil des Chefs d'Etat et de gouvernement de Bruxelles se résume en une phrase : « le processus de paix au Proche-Orient demeure une priorité absolue en 2009 ». De quel processus de paix s'agit-il ? Précisément celui initié à Oslo il y a seize ans et réactivé pour la dernière fois à Annapolis en 2007 qui est en train de rendre l'âme, non pas dans l'indifférence générale, mais dans une atmosphère de résignation et d'impuissance dont l'Union européenne en tant que telle est l'une des incarnations affligeantes.

- Aux frontières d'Israël, le Liban qui était encore à feu et à sang en 2007, a tenu des élections législatives le 7 juin, le camp anti-syrien et anti-Hezbollah l'a emporté avec 71 sièges contre 37 à leurs adversaires. Mais cette consultation pacifique s'est déroulée avant les événements d'Iran et ne résout pas les problèmes posés par l'existence des milices armées chiites de Hassan Nasrallah aux limites méridionales du pays du cèdre. L'événement est pourtant l'un des rares à pouvoir être qualifié d'encourageant dans cette partie du monde.

- L'Irak, de son côté, se prépare au départ des forces américaines qui s'amorcera le 30 juin. 35 à 50 000 soldats, sur les 140 000 actuellement basés dans le pays, demeureront entre Tigre et Euphrate jusqu'à la fin de 2011. Et ce, en vertu de la promesse faite par Obama au peuple américain et en vertu des accords passés entre Washington et Bagdad en novembre 2008.

Comme l'a reconnu le président américain, le 27 avril dernier, devant 600 soldats de la base militaire Victory, près de Bagdad, l'Irak « entre dans une phase transitoire critique ». Les conflits entre Sunnites et Chiites restent rémanents. Al Qaida continue de rôder et de tuer, même s'il y a maintenant 560 000 policiers et 260 000 militaires irakiens.

Les attentats qui avaient progressivement diminué en nombre connaissent une recrudescence. Un seul d'entre eux a fait 73 tués et 107 blessés le 23 avril à Bagdad ; un autre, 34 morts et 72 blessés le 20 mai toujours à Bagdad. Ces derniers jours, on déplorait plus de 100 morts victimes généralement de Kamikazes, dans la capitale mais aussi à Mossoul et Kirkouk, sans parler des blessés. Le pays de Saddam Hussein est donc loin d'être stabilisé.

- La démocratie au pays des Pasdarans : aujourd'hui, c'est surtout vers l'Iran que se tournent les regards... Bastion de la révolution chiite qui tente plus que jamais d'essaimer dans le Proche et le Moyen-Orient, non seulement en Irak où les Chiites sont majoritaires et dont le gouvernement adoubé par les Américains eux-mêmes a un premier ministre chiite, Maari Al-Maliki, mais aussi à Bahrein, au Koweït, au Yémen, au Liban et en Afghanistan.

L'Iran voisin de l'Afghanistan et du Pakistan est avec 66 millions et demi d'habitants, un pays majeur. Quatrième producteur mondial de pétrole, il est en voie de devenir une puissance nucléaire, ne faisant d'ailleurs en cela que suivre les exemples récents de l'Inde et du Pakistan. S'agira-t-il en l'occurrence du nucléaire civil ou du nucléaire militaire ? Cette question est naïve : tout sera fait pour que ce qui se présentera comme officiellement civil, en vertu du traité de non prolifération nucléaire que Téhéran a signé et n'a pas dénoncé, ait une double finalité.

C'est pourquoi l'Agence internationale de l'énergie nucléaire redoute les conséquences de tout programme d'enrichissement d'uranium iranien, tandis que Téhéran expérimente des missiles d'une portée de plus en plus ambitieuse. Un long processus de négociations est engagé avec Téhéran par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne. Les Etats-Unis se contentaient d'y participer, pendant l'administration Bush, en qualité d'observateurs. Le 8 avril dernier, ils ont fait savoir leur intention de devenir des négociateurs à part entière, conformément à la politique de « la main tendue » qui caractérise la nouvelle présidence. Observons, cependant, que ces années de palabres ont été jusqu'ici stériles, malgré les sanctions décrétées par la société internationale.

Le régime iranien reste une théocratie autoritaire qui prétendait jusqu'à maintenant préserver un certain vernis démocratique. Plusieurs candidats étaient donc officiellement en lice lors des élections présidentielles du 12 juin, outre le président sortant, Mohamed Ahmadinejad, connu surtout pour ne jamais avoir raté une occasion de pourfendre l'Etat d'Israël. Ce fut encore le cas le 20 avril où, à l'occasion d'une conférence de l'ONU à Genève, celui-ci fut stigmatisé en tant qu'« Etat raciste ».

Les autres candidats étaient tous autorisés à se présenter dans la mesure où le Conseil des « gardiens de la Révolution » avait bien voulu accepter leur candidature.

- Mehdi Karoubi, ancien Président du Parlement, se définit lui-même comme un « réformateur dogmatique » agissant dans le cadre constitutionnel de la République islamique selon les « valeurs décrites par l'Imam ».
- Mohsen Rezaï a été le chef des « gardiens de la Révolution », c'est-à-dire l'armée idéologique du régime.
- Mir Hussein Moussavi, premier ministre pendant la guerre qui opposa l'Iran à l'Irak de Saddam Hussein entre 1980 et 1988. Ancien « poulain » du guide de la Révolution, l'Ayatollah Khomeyni, après une longue « traversée du désert », Moussavi avait apparemment su persuader les jeunes générations qu'il donnerait la priorité à la rationalisation de l'économie et à la quête d'une détente avec les Occidentaux, sans « brader les intérêts nationaux » en matière nucléaire.

Nous nous sommes donc trouvés, comme les électeurs iraniens, devant quatre variantes ou du moins devant quatre produits d'un même système. Mais la mobilisation des participants à ce scrutin s'est avérée telle qu'elle a été interprétée comme la manifestation d'une vague de protestation à l'égard de Mahmoud Ahmadinejad responsable de la piètre situation économique de l'Iran. La surprise a donc été grande quand on annonça sa très nette victoire : 63 % des voix en sa faveur. D'où la colère des partisans de ses concurrents et en particulier de Moussavi et les manifestations virulentes qui ont embrasé Téhéran du 13 au 21 juin et progressivement les autres grandes villes : Machad, Ispahan, Chiraz, malgré la répression méthodique des *bassiji*, milices basiques à la solde d'un système verrouillé par le Conseil des gardiens de la Révolution dont les membres sont nommés par le guide à barbe blanche, Ali Khamenei. La fraude était évidente mais elle ne pouvait pas s'apprécier sans un recomptage de l'ensemble des bulletins de vote. Ali Khamenei, proche des fondamentalistes s'y est refusé, appuyant Ahmadinejad et annonçant une mise au pas sans merci qui a fait effectivement basculer le pays dans des violences de plus en plus sanglantes, bien que le nombre des victimes ne nous soit pas connu, sauf en ce qui concerne la ville de Téhéran le 13 juin. Les autorités ont fait état de 13 tués.

En fait, dans un pays où la théocratie autoritaire détient le pouvoir absolu, Khamenei et Ahmadinejad ont fait front commun. Barack Obama, pour préserver les chances – à vrai dire très faibles – de nouvelles négociations sur le nucléaire s'est montré d'une grande prudence : « il ne serait pas productif étant donné l'histoire des relations entre les Etats-Unis et l'Iran, que le président Américain paraisse se mêler des élections iraniennes » d'autant que, toujours selon lui, « en termes de politique réelle, la différence entre Ahmadinejad et Moussavi n'est peut-être pas aussi évidente qu'on l'a présentée ». Et d'ajouter, avec un certain fatalisme : « nous devons quoi qu'il en soit négocier avec un régime qui a été historiquement hostile aux Etats-Unis ». On est loin du « grand Satan » de la précédente mandature américaine.

Quant aux Européens, ils se sont efforcés de coordonner leurs réactions diverses et variées, en appelant une fois de plus à un règlement pacifique de l'épreuve de force. Dire le contraire aurait pour le moins paru surprenant ! Invoquer en la circonstance, « le droit de s'interroger sur le respect de transparence et de démocratie » est même tout simplement risible.

L'Iran est une dictature de plomb qui refuse de prendre en compte la liberté de ses composantes ethniques et religieuses. Elle asservit en particulier une partie du peuple kurde et détient, après la Chine, le record des exécutions capitales dans le monde, qu'il s'agisse d'exécutions publiques (pendaisons) ou d'exécutions de masse. Mais pour le moment « l'Europe puissance » reste un mythe dont le signe astral favori est celui de la « balance ». Carl Bildt, ministre suédois des Affaires étrangères qui assumera la présidence de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> juillet, incarnait parfaitement ce signe quand, ces jours derniers à Bruxelles, il a jugé « intolérable » le recours de l'Iran à la « force meurtrière » dans le but de mater une contestation électorale, pour aussitôt rappeler que, cela lui plaise ou non, « l'Europe a tout intérêt à coopérer avec l'Iran ».

- Les riches petits pays du Golfe persique observent ce qui se passe et nos propres comportements. Le richissime émirat du Qatar prend des garanties en acceptant de diffuser sur sa chaîne de télévision, Al Jezira, les enregistrements sonores d'Oussama Ben Laden, saoudien sunnite comme les Qataris qui n'oublent pas que, dans la région sunnite iranienne de Zahedan, un attentat a fait 18 morts et 80 blessés le 28 mai dernier.

- Quant au sultanat d'Abu Dhabi, il vient de matérialiser symboliquement sa coopération avec la France, en lui accordant une base militaire sur son territoire. L'événement a paru suffisamment important à Nicolas Sarkozy pour qu'il soit physiquement présent à son inauguration le 26 mai, et annonce que cette présence « illustre les responsabilités » que la France « puissance globale », entend assumer aux côtés de ses partenaires privilégiés, dans une région névralgique pour le monde ».

« Puissance globale », avez-vous dit, Monsieur le président ! Fort heureusement pour la sécurité des Emirats, la 5<sup>ème</sup> flotte américaine trempe à Bahrein et l'US Army campe au Koweït, en Arabie Saoudite, à Djibouti. « Puissance d'appoint » si l'on veut garder le sens des proportions serait sans doute plus exact, en attendant que l'Union européenne existe vraiment sur le plan stratégique et militaire.

Les actes de piraterie maritime se sont en effet multipliés dans la vaste zone de quelques deux millions de km<sup>2</sup> qui intègre l'entrée de la Mer rouge avec le détroit de Bab-el-Mandeb, le Golfe d'Aden, les côtes du Yemen, les côtes d'une Somalie en plein chaos. Un gouvernement islamique subsiste dans quelques quartiers de Mogadiscio, aux prises avec les guerillas plus islamistes que lui, même si son seul « mérite » a été de décréter la charia dès son installation, tandis qu'au nord de Djibouti, l'Erythrée, autre pays désertique interdit aux étrangers, est précisément considéré comme un allié de l'Iran.

- Pour les Américains, le « grand Moyen-Orient » comprend également l'Afghanistan et le Pakistan. Dans cette région du monde, une sorte d'osmose réunit les zones afghanes proches de la frontière pakistanaise et les zones tribales du Pakistan occidental. On pourrait donc parler aujourd'hui d'une sorte de Talibanistan.

Des élections présidentielles sont prévues le 20 août prochain en Afghanistan, la présence des armées occidentales devrait permettre qu'elles aient lieu. L'actuel président, Hamid Karzaï, devrait être appelé à se succéder à lui-même, mais le gouvernement qu'il incarne est réputé corrompu et n'exerce guère sa magistrature qu'à Kaboul et dans les principales villes hautement protégées par la coalition

D'autre part, le Parlement kabouli a adopté au printemps dernier un nouveau code de la famille réservé à la communauté chiite, qui a reçu l'aval de Karzaï. Considéré comme inacceptable par les Occidentaux, et au-delà par la communauté internationale, ce document évoquait fâcheusement l'ancien régime taliban : les femmes ne pouvant plus se rendre à l'école et devant être autorisées par leurs époux pour consulter un médecin, les mères perdant automatiquement la garde de leurs enfants en cas de répudiation. De plus, le mariage temporaire des filles dès l'âge de 9 ans était autorisé, etc... Seules les pressions exercées par les Occidentaux et les alliés de la coalition sur le président Karzaï ont amené celui-ci à faire machine

arrière, tant il paraît encore normal en pays afghan que certaines pratiques et coutumes ancestrales puissent perdurer quel que soit le régime en place.

Par ailleurs, la nouvelle administration américaine mécontente des résultats obtenus par l'US Army en Afghanistan a limogé le 11 mai le général David McKiernan, son commandant en chef, au profit d'un officier supérieur rompu aux opérations antiguerilla en Irak. Les frappes aériennes seraient désormais proscrites. La dernière en date a envoyé dans l'au-delà, le 7 mai, une centaine de civils de la province de Farah.

- Au Pakistan, la guérilla talibanaise n'a cessé de faire tâche d'huile ces derniers mois au-delà des zones tribales. Le 6 mai, Barack Obama a reçu en même temps les présidents afghan et pakistanais, Karzaï et Zardari, obtenant le déploiement de l'armée pakistanaise dans le nord-ouest du pays pour repousser des éléments talibans infiltrés dans les districts de Swat et Buner, jusqu'à une centaine de kilomètres de la capitale, Islamabad. Les combats ont entraîné des déplacements de populations très importants. On a parlé de centaines de milliers de personnes.

Vu de Paris, de Bruxelles ou de Berlin, tout ceci semble bien loin. L'extension d'une sorte de « talibanistan » dans des contrées considérées comme les plus dangereuses du monde est un fait d'autant plus alertant que les Pakistanais disposent, on le sait, de l'arme nucléaire et que le Congrès américain s'est récemment inquiété de la montée en puissance d'un arsenal qui, pour le moment, paraît bien contrôlé par l'armée. Mais le Pakistan est un pays imprévisible et il est difficile de savoir qui y contrôle qui ! Les attentats kamikazes sont quasi quotidiens. L'un des plus récents visait les locaux des services secrets (l'ISI) dans la capitale culturelle du pays, Lahore, ancienne résidence du grand Moghol au cœur du Pendjab.

- On parle souvent des limites caucasiennes de la Russie comme d'une contrée également instable et dangereuse et, de fait, les tensions y sont rémanentes. On l'a vu avec la guerre de Tchétchénie, après l'opération militaire dont la Géorgie a fait les frais à propos de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud. On l'a vu encore ces temps derniers à la suite d'attentats commis dans les Républiques musulmanes du Caucase russe, au Daguestan et en Ingouchie où le président a été victime d'une voiture piégée. Mais, à mon sens, le chaudron caucasien reste sous contrôle, même si celui de la communauté internationale est suspendu à la nouvelle donne russo-américaine : Medvedev / Obama ayant succédé à Poutine / Bush. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

## **EUROPE : LE GRAND RENOUVELLEMENT**

Les élections européennes qui se sont déroulées du 4 au 7 Juin dans 27 Etats de l'Union, rassemblant 375 millions d'électeurs pour 736 sièges, n'ont rien représenté qui puisse nous réjouir, disons-le d'entrée de jeu, même si nous avons moult raisons de nous attendre aux résultats qu'elles ont engendrés. Evoquons, dans cet esprit, plusieurs données précises.

- Tout d'abord, essentiel par son ampleur, le taux d'abstention atteint 56,9 % en moyenne. Il est « record » dans les anciens pays de l'aire d'influence soviétique : 81,4 % en Slovaquie ; 75,5 % en Pologne ; 72,6 % en Roumanie ; 71,8 % en République Tchèque. En Europe occidentale, le Royaume-Uni est en tête avec 65,8 % d'abstentionnistes ; en France, il approche les 60 % (avec une participation effective de 40,48 %, alors qu'elle était de 42,76 % en 2004 et 60,7 % lors de la première élection européenne au suffrage universel en 1979).

Constat : à mesure que l'Union européenne s'élargit, la participation aux élections européennes faiblit. Par rapport à 2004, elle ne s'est légèrement améliorée qu'en Allemagne, au Danemark, en Estonie, Finlande, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Suède. Elle est à peu près stable en Lituanie. La plus forte participation est celle de l'Italie : 66,46 % de suffrages exprimés, contre 71,72 en 2004.

En Belgique, l'élection est obligatoire et le taux de participation n'est pas significatif. D'autre part, parallèlement, le pays votait pour des élections régionales.

Nous savons que de bons amis se sont consolés de ces piètres résultats en soulignant le fait que les sondages demeurent favorables dans l'ensemble à la construction européenne et que les europhobes déclarés restent minoritaires sur le continent, mais une abstention aussi massive que celle que nous venons de constater montre à quel point l'opinion publique est actuellement démotivée quand on lui demande de s'exprimer à ce propos.

Comment en irait-il autrement quand on observe, en pleine période de crise économique, le cheminement de l'Union depuis les premières années du siècle. On lui a demandé d'absorber les adhésions des nouveaux pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que de la Méditerranée, mais les tentatives développées pour tenter parallèlement de resserrer les liens communautaires n'ont pas abouti.

Comment voulez-vous que le citoyen lambda ne soit pas tenté par l'euroscpticisme quand après avoir observé l'échec du projet conventionnel initié depuis 2002 par Valéry Giscard d'Estaing à la suite des votes référendaires défavorables en France et aux Pays-Bas en Mai 2005, il constate en Juin 2009 que le sort du traité successif de Lisbonne n'est pas encore réglé ? Rejeté par l'Irlande dès Juin 2008, ce traité malmené par la présidence tchèque de l'Union finira-t-il par être ratifié cet automne par la verte Eire, s'imposant dès lors comme une évidence aux présidents euroscptiques polonais et tchèque, tandis que les conservateurs britanniques ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils le remettraient en cause par la voie référendaire dès lors qu'ils reviendraient au pouvoir, au plus tard, dans le courant de l'année 2010, face à des travaillistes en perte de vitesse ?

- La démotivation populaire à l'égard de l'actuelle construction européenne s'explique aussi par la complexité de la perception bruxelloise pour le plus grand nombre. La galaxie estimée trop technocratique qui leur est proposée au nom de « L'Europe » n'est pas la leur, parce qu'ils n'en comprennent pas les rouages. Ainsi, en dehors du cercle des initiés, peu nombreux sont ceux qui saisissent les différences de nature existantes entre le « Conseil » et le « Conseil européen », sans parler du Conseil de l'Europe qui vit sa propre vie dans un autre ordre juridique à Strasbourg. Certes, des pédagogues de circonstance, au cours de la récente campagne électorale, se sont échinés à expliquer que les droits du Parlement se sont renforcés au fil des temps et que celui-ci joue un rôle central en adoptant le budget communautaire, approuvant ou désapprouvant le président

de la Commission désigné par le Conseil européen, mais surtout qu'il exerce déjà et devra exercer plus largement conjointement avec le Conseil des Ministres représentatif des gouvernements, les fonctions législatives prévues dans l'eurosphère communautaire. En fait, depuis 1995, avec le traité de Maastricht, il est devenu progressivement codécideur, à égalité avec le Conseil. Le Traité de Lisbonne, s'il est appliqué, devrait parachever cette évolution, en attribuant au Parlement européen le droit de considérer la codécision comme l'exercice d'une procédure législative ordinaire.

Bien sûr, les mauvais esprits ne manqueront pas de faire remarquer (à juste titre, selon nous) que le budget européen ne représente encore qu'un modeste 1 % du PIB des pays de l'Union européenne et que, par ailleurs, les compétences codécisionnelles en question n'existent que pour les matières communautarisées, excluant l'exercice des droits régaliens essentiels (politique étrangère, défense, fiscalité) qui restent nationaux et ne relèvent que de la coopération intergouvernementale, mais néanmoins, les prérogatives européennes sont loin d'être négligeables. Je songe, disant-cela, au « paquet énergie-climat », à « la directive Bolkenstein sur les services », au règlement « Reach » sur les produits chimiques, à la directive sur l'immigration illégale, etc..

- Autre constat : depuis 1957, les Traités de Rome ont prévu que l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen s'effectuerait selon « une procédure uniforme ». Comme déjà dit par ailleurs, ce n'est toujours pas le cas. Chaque pays utilise sa procédure propre. L'agence Europe du 11 Juin, faisait part des propos prodigués, à cet égard, par Jo Leinen, président sortant de la Commission constitutionnelle du Parlement européen. Nous avons toujours besoin, disait-il, en substance, « d'élections vraiment européennes », laissant entendre par là que la typologie électorale actuelle ne répond qu'imparfaitement à l'objectif. Une réforme s'impose donc. La mission d'y parvenir devrait être confiée à une « Convention » composée de parlementaires européens et nationaux ainsi que de représentants de la Commission. Cette convention aurait pour mandat de proposer un nouveau système électoral européen prévoyant, notamment, des listes transnationales directement présentables par les partis politiques européens (PPE, PSE, etc...). Les états-majors politiques nationaux ne devraient plus ainsi continuer à monopoliser la désignation des candidats pour les élections européennes, en vertu d'impératifs prioritairement étato-nationaux, comme ce fut le cas en France avec Rachida Dati, ou à l'occasion de tractations plus ou moins opaques dont d'excellents eurodéputés sortants ont fait les frais, tels Alain Savary et Jacques Toubon, respectivement au titre des socialistes et de l'UMP.

Bref, sur un fond record d'apathie électorale, le centre droit est arrivé en tête des résultats dans la majorité des cas de figure, à commencer par l'Allemagne où la CDU-CSU de la Chancelière a obtenu 37,9 % des suffrages exprimés, réalisant ainsi un score enviable en vue des élections législatives prévues Outre-Rhin pour le 27 Septembre. A l'Allemagne, s'ajoutent l'Autriche, la Bulgarie, l'Espagne (malgré un gouvernement socialiste), la France, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie où malgré les frasques de son leader, « Papounet » alias l'onorevole « cavaliere » Berlusconi, le parti du peuple de la Liberté et la Ligue du Nord, son allié, ont emporté 38 des 72 sièges à pourvoir. Enfin, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal, la Slovénie et la Tchèque ont suivi le même mouvement.

Par contre, en Suède, les sociaux-démocrates sont arrivés en tête ainsi qu'au Danemark (d'une courte tête). Nous avons des cas de figure comparables avec la gauche populiste en Slovaquie (32 % des voix), la gauche roumaine (là encore d'une courte tête), en Grèce

avec la Pasok (36,7 % des suffrages), à Malte avec les travaillistes (35,3 %). Mais les succès imputables à la gauche européenne, ici ou là, demeurent très limités.

Dans certains pays où le centre droit vient en tête, la gauche dispose néanmoins de réserves de voix importantes, surtout quand on inclut les Verts dans son potentiel électoral. Tel est le cas, notamment en Allemagne, en Espagne, en France. En Allemagne, les résultats du SPD ont été décevants, mais il faut tenir compte des Grünen et du petit dernier, Die Linke qui a réuni les anciens communistes de l'ex DDR aux dissidents de gauche de la Social-démocratie, sans faire pour autant de véritable percée électorale.

En Grande Bretagne, les travaillistes n'ont sauvé que 11 sièges, réalisant le score le plus misérabiliste de leur histoire, derrière les conservateurs anti-traité de Lisbonne et l'United Kingdom Independant Party, favorables à un retrait de l'U.E.

Enfin, la Belgique s'est radicalement partagée (majoritairement droitiste en Flandres et non moins résolument, écolo socialiste en Wallonie).

Chypre offre un cas de figure comparable (les « progressistes » de l'Akel, jusqu'alors ouvertement communistes, faisant jeu presque égal avec le Centre-droit hellénique).

- Ce qui frappe également dans ce tableau où l'on s'efforce de simplifier des réalités disparates, c'est la percée - inégale selon les pays considérés, mais conjuguée dans certains d'entre eux - des populistes, de l'extrême droite et des eurosceptiques. Par exemple, en Estonie, où ceux-ci viennent en tête pour la première fois ; en Autriche où populistes et nationalistes ont emporté cinq sièges ; en Slovaquie, où les mêmes catégories en obtiennent 3 ; en Bulgarie où l'extrême droite « Ataka » en compte 2 ; en Hongrie, 3 sous le sigle « Joblik » ; aux Pays-Bas, 4. Les extrémistes flamands du Vlaams Belang emportent deux sièges comme l'ultra droite du British National Party, dans le Nord-ouest de l'Angleterre et le Yorkshire, tandis qu'à l'autre bout du continent, le « Parti de la Grande Roumanie » en obtient 3. Seuls manquent à l'appel le champion du non au Traité de Lisbonne et ses adeptes. Duncan Ganley a mordu personnellement la poussière en Irlande même. Son mouvement - « Libertas » - n'a obtenu qu'un seul siège sur le continent, dans l'Hexagone français.

Enfin, pour s'efforcer d'être aussi complet que possible, on peut encore signaler que les partis représentatifs des minorités ethniques emportent plusieurs élus dans l'Europe de l'Est. C'est le cas en Lettonie avec la minorité russe ; en Lituanie où le parti de la minorité polonaise obtient 1 siège et en Roumanie où le parti de la minorité hongroise en emporte 3.

- Bref, le Parlement européen tel qu'il vient de se recomposer conforte les libéraux et les Verts leur conférant un certain rôle d'arbitres. Les Verts derrière Daniel Cohn-Bendit qui mène un jeu d'enfer et les libéraux avec Guy Verhofstad, ancien premier ministre flamand de Belgique et auteur d'un petit livre où il reprend le flambeau des « Etats-Unis d'Europe » jadis - au grand jadis - chers à Victor Hugo et, beaucoup plus tard, à Jean Monnet.

Quant au Parti populaire européen que certains classent sans donner d'explications dans la catégorie des « conservateurs » alors qu'ils sont d'abord les héritiers de la démocratie chrétienne, il se présente comme la première force de la nouvelle législature, privilégiant la reconduction de M. Barroso dans ses fonctions de président de la Commission, mais ils

ne sont pas pour autant majoritaires au Parlement européen, surtout après la défection des conservateurs britanniques de David Cameron.

- Dans ce contexte global, je ne m'attarderai pas au cas français. Cependant, dans une telle étude, il est impossible de l'esquiver. Depuis l'origine de la campagne, les sondages indiquaient que les forces représentatives de la majorité présidentielle étaient en tête. L'UMP et le Nouveau Centre oscillant entre 26 et 28 %, finalement leur score s'est établi à 27,9 %.

Par contre, les sondeurs se sont plantés à propos du MODEM de François Bayrou : au lieu des 13 et 14 % envisagés, il n'a réuni que 8,5 % des voix. Ils attribuaient 10% des suffrages à « Europe écologie » de Daniel Cohn-Bendit, José Bové, Eva Joly, alors qu'ils créditaient le parti socialiste de 20 % environ des suffrages exprimés. « Europe écologie » a fait presque jeu égal avec le parti de Martine Aubry (16,3 et 16,5 %). Pour la gauche de la gauche, il était prévu que le nouveau parti anti-capitaliste du petit facteur Olivier Besancenot, successeur du trotskyste d'Alain Krivine, serait en tête, mais finalement c'est le « Front de gauche » associant le transfuge du PS, Jean-Luc Mélançon, au dernier carré de fidèles de Marie-Georges Buffet, qui a raflé la mise en obtenant quatre euro députés.

La droite de la droite a perdu, de son côté, une partie de ses dernières plumes, le front national en érosion continue ne recueillant que 3 sièges (Le Pen remplissant une fois de plus pour cinq ans), tandis que l' élu du bocage vendéen, Philippe de Villiers, était l'unique élu de « Libertas », associé à « chasse, pêche et tradition », et que « Debout la République » de Nicolas Dupont-Aignan, souverainiste venu de l'UMP, revendiquant la vraie tradition gaulliste, pour sa part, n'a obtenu aucun siège avec un modeste 1,9 % des voix. Et tout ça « ça fait d'excellents français » nous dit la chanson !

Certes, mais on n'a pas beaucoup entendu parler d'Europe dans cette campagne électorale qui lui était consacrée, à l'exception notable de Cohn-Bendit et ses partisans. De plus, les résultats de notre scrutin européen en France, il faut l'observer au passage, n'ont pris le tour dont nous venons de parler, que tardivement au cours des ultimes journées qui ont précédé l'élection. Le duel oratoire entre le libéral-libertaire hérité de Mai 1968 et le béarnais solitaire paraît avoir joué un rôle décisif pour les hésitants.

Martine Aubry a reproché à François Bayrou son narcissisme (« il ne pense, disait-elle, qu'à l'élection présidentielle. Il ne parle que de lui et contre Sarkozy »). Non sans raison, mais comme l'a fait remarquer Pascal Perrineau, directeur de recherches politiques de l'IEP de Paris, dans une interview publiée par l'un des hebdomadaires favoris de notre establishment : « En menant ce qui a pu apparaître comme un combat hexagonal de chiffonniers, les héritiers des démocrates chrétiens et les socialistes ont oublié leurs origines (...). A l'inverse, Sarkozy et l'UMP se sont positionnés davantage sur la question européenne, forts de la réussite de la présidence française de l'Union et de la présence de Michel Barnier, fin connaisseur de la chose européenne et de l'écologie. Cela prouve que rien n'est jamais acquis ».

Le même Pascal Perrineau reconnaît, cependant, que l'abstention massive de l'électorat s'explique aussi par « la crise de la démocratie représentative, à laquelle il faut ajouter la distance cognitive, autrement dit l'ignorance et la mauvaise maîtrise des institutions européennes qui peuvent les rendre relativement opaques ».

Ah ! Qu'en termes savamment châtiés ces choses là sont dites !

Pour le moment, deux personnages, en tout cas, ont tiré partie des récentes joutes franco-françaises. D'une part, Nicolas Sarkozy dont la cote est montée de 36 % d'opinions favorables en Mai à 44 %, à l'issue des élections européennes. D'autre part, Daniel Cohn Bendit que certains qualifient « d'ovni de la scène politique ». Il se trouvait être probablement le seul « Vert » capable de surmonter les bisbilles consubstantielles du petit monde écolo et qui, d'autre part, a su expliquer à des auditoires réceptifs que « la réponse à la crise n'est pas nationale mais européenne ». Il s'est même payé le luxe – lui qui a voté en faveur du projet de traité constitutionnel initié par Valéry Giscard d'Estaing – de faire adopter à la confrérie verte et aux associatifs qui, à 80 %, lui furent hostile, un manifeste électoral 2009 où figure l'appel à « un nouveau rêve européen avec un nouveau processus constituant démocratique ».

Même si on n'est pas d'accord avec lui sur le radicalisme anti-nucléaire, sur sa phobie de « l'Europe forteresse et des dérives sécuritaires », Dany le « Vert » héritier de Dany « le Rouge », de Mai 1968, a gardé ce côté provocateur qui l'a transformé en vivante institution politico-médiatique. En Juin 2009, il a su faire pencher la balance en sa faveur au cours des récentes européennes. Sa liste, au surplus a profité pleinement de l'atmosphère favorable à ses thèses, développée par la projection du film de Yann Arthus Bertrand, « *Home* », sur France 2 à l'avant-veille du scrutin, en captant l'attention de huit millions de téléspectateurs, débordant très largement le monde de l'élite bobocratique.

Et, ce n'est pas fini... Le rouquin, tignasse broussailleuse en bataille, a manifestement décidé d'avoir la peau de l'ancien Premier ministre portugais, devenu en 2004, Président de la Commission européenne et qui veut rempiler pour un nouveau mandat de cinq ans, José-Manuel Barroso, incarnation du Centre droit avec le plein appui du Parti populaire européen et même des gouvernements travailliste britannique, socialiste espagnol et portugais.

Initialement, il avait été envisagé de redésigner le président de la Commission dès le Conseil européen des 18 et 19 Juin, sans attendre la réunion du Parlement européen programmée pour le 15 Juillet. C'est, notamment, ce que réclamaient les dirigeants du Parti populaire européen et les présidences 2009 de l'Union européenne : la Tchéquie jusqu'au 30 Juin et la Suède à partir du 1<sup>er</sup> Juillet. M. Barroso avait d'ailleurs fait officiellement acte de candidature dès le 9 Juin et il était le seul à s'être manifesté.

Le couple franco-allemand (Nicolas et Angela) réuni à l'Elysée le 11 Juin – couple, qui d'ailleurs, (touchons du bois !) fonctionne à nouveau au beau fixe – s'est saisi de la question. La décision de soutenir le candidat portugais a été réitérée « sans ambiguïté » et confirmée par les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement, dans la nuit du 18 Juin, étant entendu que la décision formelle ne pourra être considérée comme juridiquement acquise que lorsque le Parlement européen se sera à son tour prononcé après un large débat de fond.

- Fort bien, mais où en sommes nous, à ce stade de la ratification du Traité de Lisbonne qui, malgré l'opposition venimeuse du président de la République Tchèque a été approuvé par le Sénat de Prague, le 6 Mai dernier, après avoir été voté par les députés le 8 Février précédent ? Les deux présidents eurosceptiques de Pologne, Lech Kaczynski et de la République Tchèque, Vaclav Klaus, doivent encore signer le traité pour que la procédure de ratification puisse s'achever. M. Klaus attendra pour prendre sa décision les résultats du deuxième vote référendaire prévu en Irlande, le 2 octobre prochain. Par ailleurs, la Cour constitutionnelle allemande devra enfin se prononcer sur la conformité du Traité de Lisbonne avec la Loi fondamentale de la République fédérale.

- De son côté, le gouvernement de Dublin n'a accepté de représenter le traité aux votes des irlandais qui l'ont repoussé, une première fois, le 12 Juin 2008, qu'à la condition de disposer d'un protocole leur donnant des garanties expresses concernant la neutralité de leur pays, la fiscalité, l'avortement, la protection des familles, les droits d'éducation.

Le texte requis par Dublin a fait l'objet d'un accord général à l'issue du Conseil européen des 18 et 19 Juin. Toutefois, la décision adoptée à la requête de l'Irlande devra ultérieurement être ratifiée par tous les Etats membres de l'Union, comme ils l'ont fait pour le traité lui-même. Probablement à l'occasion de la ratification de la prochaine adhésion prévue à l'Union européenne. Celle de la Croatie.

Que valent ces ultimes contorsions politiques et diplomatiques ? Selon *l'Irish Times* du 1<sup>er</sup> Juin, les sondages sont rassurants... 54 % des électeurs irlandais estiment avoir obtenu satisfaction et seraient donc maintenant favorables au Traité de Lisbonne.

Le président tchèque Vaclav Klaus, a envoyé une lettre à son premier ministre, pour exiger, de son côté, que le Parlement de Prague donne également explicitement son aval au protocole qui vient d'être consenti aux irlandais, histoire de retarder encore un peu plus, si possible, la mise en œuvre de ce pauvre Traité de Lisbonne. Un véritable chemin de croix ! et ce n'est probablement pas fini, si on garde en mémoire les impedimenta des conservateurs britanniques dont le leader, David Cameron, veut incarner, comme il le dit lui-même, « une alternative aux idées fédéralistes », puisque, toujours selon lui : « Aujourd'hui les peuples européens aspirent à une Union européenne des États nationaux et non à des États Unis d'Europe ».

Pour mener ce combat, les conservateurs eurosceptiques viennent de constituer un groupe de 55 députés au Parlement européen, dont 26 britanniques, 15 polonais, 9 tchèques forment les principaux bataillons. Ils disposeront, par ailleurs, de l'appui du nouveau groupe actuellement en formation, qui doit succéder à « l'Union pour l'Europe des Nations ». Il y aura donc du sport au sein du nouveau Parlement européen !

Jean-Pierre Gouzy  
Juin 2009